



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
6 mars 2009
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2009

26 mai-5 juin 2009, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour la Bosnie-Herzégovine (2010-2014)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Analyse de la situation	2-10	2
II. Activités de coopération passées et enseignements qui en ont été tirés	11-18	4
III. Programme proposé.	19	6
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	20-22	7
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocations des ressources pour la Bosnie-Herzégovine		9



Introduction

1. Le présent projet de descriptif de programme pour la Bosnie-Herzégovine (2010-2014) s'appuie sur le bilan commun de pays et les documents stratégiques nationaux et sur les domaines d'action du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour la période 2010-2014 élaborés en collaboration avec le Gouvernement de Bosnie-Herzégovine et conformément au plan stratégique du PNUD pour la période 2008-2011.

I. Analyse de la situation

2. La Bosnie-Herzégovine est un État constitué de trois peuples (Bosniaques, Croates et Serbes) vivant dans deux entités – la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska. Un district, celui de Brčko, est sous administration internationale, tel que convenu dans l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine de 1995. Alors que la Republika a un gouvernement centralisé, la Fédération comporte 10 gouvernements cantonaux. Il y a 14 unités administratives, 5 niveaux d'administration et plus de 150 ministères. Les effets de la guerre de 1992-1995 sont encore ressentis et de nombreux problèmes de développement trouvent leur source dans un passé récent. Des progrès ont été pourtant réalisés et la perspective d'entrer dans l'Union européenne est partagée par tous. Le Gouvernement a signé le Partenariat pour la paix avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2006 et l'Accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne en 2008.

3. Sur le plan de **la réforme économique** nationale, la stratégie de développement à moyen terme de Bosnie-Herzégovine pour la période 2004-2008 a fixé les objectifs de développement social et économique : développement économique durable et équilibré; réduction de la pauvreté; et accélération du processus d'intégration à l'Union européenne. La stabilité macroéconomique a été réalisée, avec un faible taux d'inflation et une croissance du produit intérieur brut de 6 % en moyenne par an depuis 2000. Le taux de chômage demeure élevé, surtout parmi les rapatriés, les Rom, les personnes déplacées, les populations rurales et les jeunes. Ce taux s'élève à 26,8 chez les femmes par rapport à 21,4 % chez les hommes¹. Avec le déclin économique mondial, on prévoit un affaiblissement de la croissance qui se situera entre 2 % et 3 %; une baisse des envois de fonds, qui représentent actuellement 17 % du produit intérieur brut; une stagnation ou une diminution des recettes de l'État; et des taux d'investissement privé à la baisse. La nouvelle planification pour la période 2008-2013 est en cours et deux stratégies sont en train d'être élaborées : la stratégie de développement du pays et la stratégie relative à l'inclusion sociale. Un grave défi à relever est celui de la rareté des données statistiques fiables. Le recensement le plus récent a eu lieu en 1991 et le prochain est prévu pour 2011.

4. En ce qui concerne **la pauvreté et l'exclusion sociale**, la Bosnie-Herzégovine est en train de réaliser des progrès sensibles en matière de développement en général, mais elle a des problèmes quant à l'exclusion sociale, l'accroissement de l'inégalité des revenus, l'éducation et la santé. Selon le rapport de 2007 sur le

¹ Office de statistique de Bosnie-Herzégovine, Institut fédéral de statistique, Institut de statistique de la Republika Srpska (2007), Enquête sur la population active.

développement humain, le taux de pauvreté est de 18,6 %, 22,9 % de la population sont menacés de pauvreté et plus de 50 % souffrent d'exclusion sociale. Les plus vulnérables sont notamment les personnes âgées, les handicapés, les personnes déplacées, les Rom, les familles ayant deux enfants ou plus, les chômeurs et les jeunes peu qualifiés. Les femmes sont particulièrement à risque dans toutes les catégories. La qualité des services sociaux a besoin d'être améliorée, y compris l'accès des groupes vulnérables à ces services.

5. S'agissant de **l'environnement**, le pays possède d'abondantes ressources naturelles : forêts, eau, minéraux et sites uniques tels que les terrains karstiques. Les ressources naturelles disponibles pourraient servir de base au développement économique, mais en raison du manque de connaissance des rapports entre l'environnement et le développement, l'action est limitée dans ce domaine. L'environnement n'est pas mentionné dans la Constitution et la réglementation des questions environnementales a lieu au niveau des entités. Le comité directeur interentités chargé de l'environnement est un organe de coordination assez efficace et le Gouvernement est en train d'avancer à petits pas dans l'application des conventions internationales relatives aux changements climatiques et à la biodiversité. Un certain travail est en train de se produire localement en ce qui concerne les plans d'action relatifs à l'environnement, mais les ressources ne suffisent pas à la mise en œuvre.

6. Sur le plan de **la sécurité des personnes**, les conséquences du conflit posent toujours problème, surtout en ce qui concerne les mines, les armes et les munitions. Environ 3,4 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine sont contaminés par des mines. On estime que 19 % de la population possèdent des armes légères et des munitions et qu'environ 495 000 ménages en sont illégalement munis. La quantité d'armes détenue par les civils et les militaires et le vaste stock de munitions en surplus constituent une menace à la sécurité des personnes. La réduction des risques de catastrophe est un autre défi à relever et les travaux visant à lutter contre des dangers tels que la grippe aviaire et les catastrophes naturelles sont à leur tout début.

7. Quant à **l'inégalité entre les sexes**, elle est prononcée dans les domaines de la participation politique et de l'emploi. Au Gouvernement, seulement 9 % des postes sont occupés par les femmes, qui ne constituent que 36 % de la population active (parmi les plus bas pourcentages de la région). L'indice du développement humain ajusté en fonction du sexe pour 2004 a été de 0,801, la Bosnie-Herzégovine occupant la neuvième place sur 11 pays de la région. La violence sexiste est une grave préoccupation.

8. Jusqu'à présent, **le VIH/sida** n'a qu'une incidence limitée, avec seulement 33 personnes qui vivent avec le virus ou la maladie et suivent le traitement antirétroviral. Mais, compte tenu de l'ampleur de l'épidémie de VIH/sida dans la région, une attention particulière est accordée à la prévention. La tuberculose représente une grande menace sur le plan de la santé (51 personnes touchées pour 100 000 habitants). Les projets relatifs au VIH/sida et à la tuberculose financés par des fonds mondiaux sont en train d'aider au renforcement des capacités nationales en matière de prévention et de soins, en partenariat stratégique avec la société civile². Les groupes particulièrement vulnérables sont notamment les pauvres, les minorités ethniques et les Rom, les prisonniers et les personnes déplacées.

² Projet conjoint entre l'Organisation mondiale de la Santé et l'Union internationale contre la

9. La Bosnie-Herzégovine est partie à de nombreux traités internationaux relatifs aux **droits de l'homme** qui figurent à l'annexe I de la Constitution. La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévaut sur toutes les lois en vigueur dans le pays. Les conventions sont en train d'être traduites en lois et en politiques et des institutions telles que le Bureau du Médiateur sont en train d'être créées. La réalisation des idéaux consacrés par la Déclaration du Millénaire en matière de droits de l'homme nécessitera plus d'attention de la part du Gouvernement.

10. En ce qui concerne **les objectifs du Millénaire pour le développement**, la Bosnie-Herzégovine a réalisé en grande partie l'objectif 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim) et va probablement atteindre les objectifs 4 (réduire la mortalité infantile), 5 (améliorer la santé maternelle) et 6 (combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies) et certains aspects de l'objectif 7 (préserver l'environnement), ainsi que l'objectif 8 (mettre en place un partenariat pour le développement). Si les changements politiques nécessaires sont apportés, elle devrait pouvoir réaliser également l'objectif 2 (assurer l'éducation primaire pour tous). Mais l'objectif 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) représente un défi majeur.

II. Activités de coopération passées et enseignements qui en ont été tirés

11. Le programme de pays pour l'exercice 2005-2009 a été mis en œuvre dans les cinq domaines de pratique du développement (réduction de la pauvreté, gouvernance démocratique, énergie et environnement, prévention des crises et relèvement, et lutte contre le VIH/sida) et aligné sur la stratégie nationale de développement à moyen terme. Le programme est axé sur le développement des capacités, tâche difficile en raison de la complexité des structures gouvernementales, de mandats redondants et contestés, et de la fragilité de la société civile.

12. Les priorités du programme de l'exercice 2005-2009 étaient **la réduction de la pauvreté** et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. À l'appui de la réduction de la pauvreté, le PNUD a promu l'intégration sociale conformément au cadre et au programme de préadhésion à l'Union européenne. Le PNUD a collaboré avec le Gouvernement à une stratégie d'intégration sociale qui s'inspire de l'expérience des programmes de développement de proximité et des projets de réinsertion des rapatriés, notamment les programmes de relèvement de la région de Srebrenica et de développement du bassin supérieur de la Drina, qui ont fait l'objet d'une évaluation positive du Gouvernement néerlandais en 2008. Le développement du secteur privé dans le cadre du projet visant à encourager les activités commerciales viables dans la région a été intégré aux projets de proximité. L'enseignement qui en a été tiré est que les approches intégrées sont efficaces pour réduire la pauvreté en Bosnie-Herzégovine.

13. La notion de **gouvernance démocratique** implique réforme des administrations publiques, administration en ligne, planification locale sans exclusive et appui aux trois organismes chargés de l'égalité entre les sexes. Une

tuberculose et les maladies respiratoires : Global Project on Anti-tuberculosis Drug Resistance Surveillance, Genève, 2008, Organisation mondiale de la Santé, Genève.

méthodologie privilégiant les droits de l'homme a été appliquée au niveau municipal en associant la société civile à la planification locale, ce qui a inspiré une nouvelle génération de projets de démocratie locale convenus entre le Gouvernement, les donateurs et le PNUD. Le projet relatif à la justice transitionnelle a créé des alliances entre le Gouvernement et la société civile pour faire face à la question de la réconciliation. Le PNUD a également aidé à renforcer les capacités des chambres des crimes de guerre. L'enseignement tiré est qu'une action coordonnée face aux problèmes de gouvernance démocratique (avec tous les échelons de l'administration, les mécanismes de justice et le secteur privé) accroît l'impact des projets.

14. Dans le domaine de **l'énergie et de l'environnement**, il s'agissait de s'attaquer aux « points chauds » dans l'environnement local en s'employant à préserver les biosphères irremplaçables et de prévoir des mesures d'atténuation des menaces qui pèsent sur l'environnement dans les projets de développement au niveau local. Le PNUD a accompli des progrès en ce qui concerne le soutien apporté aux autorités chargées de l'application des conventions sur les changements climatiques et la diversité biologique et gagné en expérience pour ce qui est de gérer le complexe dispositif institutionnel de gestion de l'environnement.

15. S'agissant de **la prévention des crises et du relèvement**, des progrès sensibles ont été accomplis dans le domaine du déminage et de la réduction des armes légères. Plus de 2 millions de mètres carrés ont été déminés et 9 500 armes et 5 000 tonnes de munitions ont été détruites. Les capacités du Centre de lutte antimines ont été renforcées. La prévention des crises et la gestion des catastrophes sont deux nouveaux domaines d'activité : les mécanismes de coordination nationale sont répartis entre les organismes de protection civile des deux entités, mais l'existence de systèmes parallèles ralentit quelque peu les progrès.

16. **Lutte contre le VIH/sida.** Depuis 2007, le PNUD est le principal dépositaire des subventions versées par le Fonds mondial en Bosnie-Herzégovine. Le Programme œuvre en étroite coopération avec les institutions gouvernementales au renforcement des capacités, forgeant des partenariats entre les autorités des entités et les institutions de la société civile. Le projet a créé des dispensaires, des centres de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique, des services de santé axés sur les besoins des jeunes et des centres de traitement à la méthadone. Le renforcement des capacités contribue à améliorer le niveau de connaissances, qui était faible au départ, et l'exécution est jugée excellente par le Fonds mondial.

17. **Les partenariats pour le développement** sont importants en raison de la réduction des subventions accordées à la Bosnie-Herzégovine. Outre le Gouvernement, les principaux partenaires du PNUD sont la Communauté européenne, les donateurs bilatéraux, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et le Fonds espagnol pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les coûts du Gouvernement sont essentiellement partagés entre les gouvernements des entités, les municipalités et le Fonds pour le rapatriement des personnes déplacées. Le PNUD entretient une coopération étroite avec d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre de programmes communs et quatre projets financés par le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont été approuvés.

18. **L'évaluation des résultats des activités de développement** effectuée en 2008 recommande d'accroître la participation du Gouvernement en privilégiant la mise en

œuvre à l'échelon national et une action stratégique axée sur des domaines d'activité bien définis; d'établir des liens entre les enseignements tirés de l'expérience sur le terrain et les activités menées aux échelons supérieurs; et de collaborer avec la société civile au développement des capacités et à l'exécution des projets. Elle propose que le PNUD définisse son plan de désengagement si les démarches d'adhésion avancent comme prévu. Les recommandations sont prises en compte dans le projet de programme, le passage à la modalité d'exécution nationale devant avoir lieu dans un délai de deux ans.

III. Programme proposé

19. Les résultats attendus du programme sont alignés sur le plan stratégique du PNUD, sur le projet de cadre de résultats du PNUAD et sur les priorités retenues par le Gouvernement dans la stratégie nationale de développement (renforcement de la stabilité macroéconomique; développement durable; compétitivité; emploi; entrée dans l'Union européenne; et intégration sociale). Le PNUD œuvrera dans la perspective de l'adhésion et centrera ses efforts sur les domaines où il possède un avantage relatif : renforcement des capacités, égalité entre les sexes, développement durable et approche du développement fondée sur le respect des droits de l'homme. Le programme proposé comprend les composantes suivantes :

a) *Gouvernance démocratique.* Le PNUD mettra l'accent sur la réforme du secteur public (planification stratégique, gestion des ressources humaines et administration en ligne); gouvernance locale; et renforcement des capacités à tous les échelons de l'administration. Le PNUD accélérera l'exécution des projets de gouvernance démocratique en utilisant une approche fondée sur le respect des droits de l'homme à l'appui de l'adhésion à l'Union européenne. Compte tenu de la faible participation des femmes aux processus administratif et politique, l'intégration d'une démarche antisexiste sera une priorité. Au niveau municipal, une attention particulière sera accordée aux processus de planification ouverts à tous et aux capacités de prestation de services. Les projets en faveur de la justice et de la justice transitionnelle se poursuivront en mettant davantage l'accent sur les juridictions inférieures, la réconciliation entre communautés et le soutien aux témoins.

b) *Intégration sociale.* Les projets réalisés dans ce domaine permettront de faire concorder la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement avec l'entrée dans l'Union européenne, notamment : analyse de l'intégration sociale ventilée par sexe; statistiques sociales et appui à la conduite du recensement; renforcement des capacités pour formuler des politiques pragmatiques et fondées sur les droits de l'homme; et activités locales visant à promouvoir un développement fondé sur l'entente entre les cultures. La priorité ira au développement des capacités du Département de la planification économique, des organismes de statistique, du Ministère des finances et du trésor et du Ministère des affaires civiles. L'égalité des sexes est institutionnalisée dans tous les domaines mais des projets seront consacrés à des questions particulières telles que la prévention de la violence à l'égard des femmes. Les projets de proximité porteront sur la réduction de la pauvreté, en formant notamment des partenariats avec le secteur privé.

c) *Environnement.* Les projets proposés aideront le Gouvernement à appliquer les conventions internationales et les réglementations de l'Union européenne concernant l'action à mener face aux changements climatiques, la

protection de la diversité biologique et un développement plus propre, plus sûr et plus durable. Au niveau sous-régional, la priorité ira à la diversité biologique et à l'élimination des « points chauds ». Au niveau local, des plans d'action pour l'environnement seront mis en œuvre avec les autorités municipales et la société civile.

d) *Sécurité humaine.* Les séquelles de la guerre se faisant encore sentir à cet égard, le PNUD continuera à fournir une assistance technique pour la destruction des armes et des munitions et à renforcer les capacités de déminage. Le Programme renforcera les capacités institutionnelles en matière de gestion des crises et d'intervention en cas de catastrophe en collaborant au niveau sous-régional avec le Conseil de coopération régionale basé à Sarajevo, notamment pour les interventions transfrontières et la mise en conformité avec les normes de l'Union européenne, en créant un organe de coordination nationale et en formulant une stratégie nationale de gestion des risques liés aux catastrophes.

e) *Lutte contre le VIH/sida.* Au cours des deux premières années du programme pour l'exercice 2010-2014, le PNUD demeurera le principal dépositaire des subventions versées par le Fonds mondial pour les projets de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose. En raison de la complexité du système de prestation de services de santé, avec pas moins de 13 ministères, il est prévu de continuer à renforcer les capacités du secteur de la santé et des organisations de la société civile jusqu'à 2012, de sorte que le Gouvernement puisse assumer le rôle de principal dépositaire en 2013. Le Gouvernement a approuvé ce calendrier.

f) *Projets régionaux.* Le PNUD propose de continuer à intervenir au niveau sous-régional dans les domaines de la réforme du secteur public, de l'administration en ligne, de l'environnement et de l'égalité entre les sexes, en coopération étroite avec les organismes régionaux tels que le Conseil de coopération régionale.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

20. Durant la période 2005-2009 couverte par le PNUAD, la transition à une modalité d'exécution nationale a été retardée par la complexité des structures gouvernementales. Le programme proposé utilisera l'exécution directe dans un premier temps, mais le passage à l'exécution nationale sera une priorité. Le principal défi à relever sera de renforcer la mise en œuvre des politiques en créant des synergies entre les activités menées au niveau des municipalités, des entités et du Gouvernement du pays. Conformément aux principes de la réforme de l'ONU, les activités seront alignées sur la matrice de résultats du PNUAD pour tirer parti des synergies interorganisations. Quatre projets relevant du Fonds pour la réalisation des OMD seront exécutés par plusieurs institutions et la stratégie de communication « Unité d'action des Nations Unies » contribuera aux efforts de promotion du PNUD en faveur des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et de l'égalité entre les sexes. Le PNUD s'emploiera à harmoniser les procédures administratives et financières en procédant à des audits pour maintenir le respect du principe de responsabilité.

21. Le Gouvernement et le PNUD ont mobilisé des ressources importantes pour les deux premières années de l'exécution du programme. La participation du Gouvernement aux coûts vise essentiellement les programmes de retour des personnes déplacées, la gouvernance et les programmes de développement de

proximité, et le Gouvernement participe à la sélection des projets proposés pour financement par des fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. Des ressources seront mobilisées pour les activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement, à l'entrée dans l'Union européenne et à l'application des traités et conventions internationaux, ainsi que pour les activités transfrontières.

22. Le suivi et l'évaluation du programme seront effectués conformément à la matrice de résultats du PNUAD mais l'insuffisance des données nationales et l'absence de données de recensement à jour risquent de poser des difficultés. Le PNUD établira des jeux de données de référence sur les projets en collaboration avec les institutions gouvernementales et continuera d'apporter son appui aux organismes de statistique. Le Bureau du Coordonnateur résident a mis en place un groupe de suivi et d'évaluation des programmes communs des Nations Unies, qui fournira un appui en la matière aux différentes organisations.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocations des ressources pour la Bosnie-Herzégovine

Priorité ou objectif national (objectifs du Millénaire pour le développement et/ou autres engagements pris lors de conférences internationales)					
Résultat 1 visé par le PNUAD : gouvernance démocratique D'ici à la fin de 2014, le Gouvernement, avec la participation de la société civile, mettra en œuvre des pratiques d'une gouvernance plus transparente et plus responsable et remplira les conditions de l'adhésion à l'Union européenne.					
Composante du programme	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de résultat, références et cibles	Partenaires	Montant indicatif des ressources
Objectif du plan stratégique Promotion de la gouvernance démocratique	1.1 Le Gouvernement à tous les niveaux modernise les pratiques du secteur public grâce à la réforme de l'administration publique et centre les politiques sur des analyses quantitatives et qualitatives solides.	1.1.1 Le Gouvernement aux niveaux de l'État et des entités dispose des ressources humaines et techniques (gouvernance électronique) et sera en mesure d'adopter les procédures pour la planification stratégique, d'élaborer des politiques et de gérer les ressources afin d'assurer une meilleure prestation des services publics. 1.1.2 Les administrations locales et la société civile sont capables de gérer l'élaboration des politiques de responsabilisation participatives intégrées, ainsi que de les mettre en œuvre et de les réexaminer.	<i>Indicateurs</i> : Les consignes permanentes concernant la gestion des ressources humaines sont adoptées. <i>Référence</i> : Stratégie de réforme de l'administration publique et rapports d'Associated Press, de Sigma et de la Communauté européenne <i>Cible</i> : Des fonctions de gestion moderne des ressources humaines sont instituées, des plans stratégiques à moyen terme sont élaborés. <i>Indicateur</i> : Le cadre pour une planification stratégique locale intégrée et inclusive est élaboré et son application menée. <i>Référence</i> : 0 <i>Cible</i> : 1	–Gouvernements de l'État et des entités, ministères et institutions : organismes de la fonction publique; Commission parlementaire sur l'organisme national de l'égalité entre les sexes, autorités municipales, associations relevant des administrations locales, organisations de la société civile (OSC) et secteur privé –Donateurs : Suède, Danemark, Communauté européenne, Pays-Bas, Norvège, Suisse, Autriche	Ressources ordinaires : 1 605 000 dollars Autres ressources : 13 800 000 dollars

Composante du programme	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de résultat, références et cibles	Partenaires	Montant indicatif des ressources
	1.2 Les institutions compétentes à tous les niveaux renforcent l'égalité d'accès à la justice ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme et mettent au point des mécanismes institutionnels pour faire face aux séquelles du passé.	1.2.1 Le Gouvernement et les parties prenantes élaborent la stratégie de justice de transition, rendent opérationnels les mécanismes connexes et développent les capacités en vue du traitement des dossiers de crimes de guerre, y compris l'aide aux témoins. 1.2.2 Les institutions gouvernementales et les OSC mettent au point des cadres juridiques pour un meilleur accès à la justice et pour le respect des droits de l'homme.	<i>Référence</i> : Faibles capacités <i>Cible</i> : 10 activités de renforcement des capacités sont réalisées à l'intention des juridictions locales; 6 pour la Chambre des crimes de guerre de l'État; les services d'aide aux témoins fonctionnent, le plan de mise en œuvre de la stratégie de justice de transition est appliqué. <i>Indicateur</i> : Nombre d'organes de coordination des OSC et de fonctionnaires de justice chargés de la communication affectés dans les quatre régions <i>Référence</i> : 0 <i>Cible</i> : 4	–Ministère de la justice, Haut-Conseil de la magistrature, tribunaux, médias, OSC –Donateurs : Espagne, Japon, Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies –PNUD : Bureau de la prévention des crises et du relèvement	
Résultat 2 visé par le PNUAD : insertion sociale D'ici à la fin de 2014, le Gouvernement élaborera et appliquera des politiques et pratiques visant à fournir des services inclusifs et de qualité en matière de santé, d'éducation, de logement et de protection sociale ainsi que d'emploi.					
Objectif du plan stratégique Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et réduction de la pauvreté	2.1 Le Gouvernement élabore, coordonne et contrôle des politiques sociales ainsi que des politiques de protection sociale fondées sur les faits et axées sur les droits de l'homme et fait rapport à ce sujet.	2.1.1 La stratégie d'insertion sociale du Gouvernement est mise en œuvre. 2.1.2 Le Gouvernement, avec le soutien des OSC, fournit au niveau local des services sociaux efficaces axés sur les besoins.	<i>Indicateurs</i> : Nombre de politiques produites au niveau de l'État et des entités liées à la stratégie d'insertion sociale <i>Référence</i> : À déterminer <i>Cible</i> : À déterminer <i>Indicateur</i> : Nombre de projets créatifs interculturels et de projets de tourisme culturel exécutés dans les communautés locales <i>Référence</i> : 0 <i>Cible</i> : 70 projets exécutés	–Institution publiques de l'État et des entités et ministères, Commission parlementaire sur l'organisme national de l'égalité entre les sexes, fonctionnaires municipaux, organisations de la société civile, secteur privé et médias	Ressources ordinaires : 630 000 dollars Autres ressources : 41 600 000 dollars

Composante du programme	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de résultat, références et cibles	Partenaires	Montant indicatif des ressources
	2.2 Des objets culturels, tant matériels qu'immatériels, sont mis au point en tant que biens sociaux soutenant le développement local et national ainsi que les industries du tourisme et de la culture	2.2 Le Gouvernement, les fonctionnaires municipaux, la société civile, les médias et le secteur privé appliquent des initiatives nationales et communautaires afin d'améliorer l'entente entre les cultures.	<i>Indicateur</i> : Nombre de municipalités où les autorités et les OSC pratiquent une budgétisation efficace axée sur les droits de l'homme et tenant compte de l'égalité des sexes ainsi que la gestion du cycle des projets <i>Référence</i> : 0 <i>Cible</i> : 21	–Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, donateurs	
	2.3 Les autorités municipales, avec le concours de la société civile et du secteur privé, arrivent à planifier et à mettre en œuvre des politiques sociales inclusives au niveau local, y compris le soutien à l'emploi des jeunes.	2.3.1 Les documents relatifs à la politique municipale et au plan d'action municipal sont adoptés et appliqués par les municipalités et les OSC en soutien au développement économique local durable et à la réduction de la pauvreté. 2.3.2 Les partenaires du secteur privé avec le concours des municipalités mettent en place le cadre nécessaire pour les composantes du développement économique ainsi que des possibilités d'emploi des jeunes.	<i>Indicateur</i> : Nombre de centres pour l'emploi des jeunes créés, équipés, dotés en personnel et rendus opérationnels dans les services publics de l'emploi <i>Référence</i> : 0 <i>Cible</i> : 17 <i>Référence</i> : 0 <i>Cible</i> : 10 000 jeunes	–Administrations municipales, conseils de gestion municipaux, OSC nationales et locales et partenaires du secteur privé	

Résultat 3 visé par le PNUAD : environnement D'ici à la fin de 2014, le Gouvernement remplira les conditions d'adhésion à l'Union européenne et aux accords internationaux relatifs à l'environnement, fera de l'environnement une question intersectorielle dans la planification du développement participatif dans tous les secteurs et à tous les niveaux, renforcera la gestion de l'environnement afin de protéger les ressources naturelles et culturelles et atténuera les menaces qui pèsent sur l'environnement.					
Composante du programme	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de résultat, références et cibles	Partenaires	Montant indicatif des ressources
Objectif du plan stratégique Énergie et environnement au service du développement durable	3.1 Le cadre juridique de la gestion de l'environnement est promulgué et des liens sont établis entre l'environnement et d'autres secteurs afin d'institutionnaliser le développement durable	Produit 3.1.1 Le cadre juridique et institutionnel de la gouvernance environnementale est mis en conformité avec les conventions internationales et les acquis communautaires de l'Union européenne.	<i>Indicateur</i> : Nombre de lois promulguées en conformité avec les acquis communautaires de l'Union européenne et les conventions internationales <i>Référence</i> : Lois relatives à l'environnement au niveau des entités mises en conformité avec les cadres juridiques de l'Union européenne. <i>Cible</i> : Toute la législation relative à l'environnement est mise en conformité avec le cadre juridique pertinent de l'Union européenne et les conventions internationales.	–Ministère du commerce extérieur et des relations économiques, ministères chargés de l'environnement au niveau des entités et des cantons –Donateurs : Pays-Bas, Espagne, Fonds mondial pour l'environnement (FEM)	Ressources ordinaires : 395 000 dollars Autres ressources : 18 200 000 dollars
		Produit 3.1.2 Les ministères responsables de l'environnement au niveau de l'État, des entités et des cantons possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour l'élaboration d'indicateurs environnementaux fiables et pour l'intégration de la gouvernance environnementale dans les processus de planification stratégique.	<i>Indicateur</i> : Le rapport sur le plan d'action national sur l'environnement est mis en œuvre et un nouveau cadre global d'indicateurs est mis au point. <i>Référence</i> : Indicateurs du plan national d'action sur l'environnement dépassés <i>Cible</i> : Indicateurs du plan national d'action sur l'environnement mis à jour		

Composante du programme	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de résultat, références et cibles	Partenaires	Montant indicatif des ressources
	3.2 Les autorités locales, les prestataires de services publics et privés et la société civile formulent et appliquent des plans participatifs relatifs à l'environnement assurant un développement durable plus propre et plus sûr.	3.2.1 Les autorités locales sont conscientes de la nécessité d'élaborer et d'appliquer des initiatives dans les domaines de la diversité biologique, de l'eau et de la gestion des eaux usées et ont les connaissances nécessaires pour ce faire.	<i>Indicateur</i> : Nombre de plans nationaux d'action sur l'environnement <i>Référence</i> : 46 plans nationaux d'action sur l'environnement dans 142 municipalités (20 %). <i>Cible</i> : 76 plans nationaux d'action sur l'environnement (32 %des municipalités de Bosnie-Herzégovine)	–Les gouvernements des entités, autorités municipales, OSC et secteur privé local –Donateurs : Espagne, FEM	
Résultat 4 visé par le PNUAD : sécurité humaine D'ici à 2014, le Gouvernement adoptera des cadres d'action ainsi que des cadres réglementaires et institutionnels pour traiter les défis de la sécurité humaine, notamment les menaces que font peser les maladies transmissibles et les catastrophes, les mines et les armes légères, ainsi que la violence armée et s'attaquera aussi aux questions relatives aux migrations et aux femmes, à la paix et à la sécurité.					
Objectifs du plan stratégique Prévention des crises et relèvement	4.1 Les cadres réglementaires et institutionnels sont établis par le Gouvernement afin d'atténuer les risques et de réagir aux catastrophes, y compris les épidémies de maladies transmissibles.	4.1 Le Gouvernement possède les connaissances et les ressources nécessaires pour élaborer des politiques de base et le cadre institutionnel, il établit un système d'évaluation des risques et fournit des services de qualité en matière de gestion de catastrophes.	<i>Indicateur</i> : Le système d'évaluation des risques est mis en place et l'évaluation des risques pour le pays est effectuée et mise à jour régulièrement <i>Référence</i> : Non <i>Cible</i> : Oui	–Gouvernements de l'État et des entités, autorités municipales, services vétérinaires de l'État, Centre de la lutte antimines de la Bosnie-Herzégovine –Défense civile, organisations de la société civile chargées de la lutte antimines, communauté internationale, notamment l'EUFOR, l'OTAN, l'OSCE	Ressources ordinaires : 395 000 dollars Autres ressources : 7 300 000 dollars
	4.2 Le Gouvernement et les communautés locales améliorent la gestion des armes légères et la lutte antimines tout en réduisant la violence armée.	4.2 Le cadre réglementaire pour la gestion des armes légères et des stocks de munitions est mis en œuvre et les risques réduits	<i>Indicateur</i> : Réduction des surplus ainsi que des armes illégales et des munitions prohibées <i>Référence</i> : 95 000 armes détruites	–Donateurs : Communauté européenne, Belgique, Danemark, Espagne, Royaume-Uni, Suède	

Composante du programme	Résultats du programme de pays	Produits du programme de pays	Indicateurs de résultat, références et cibles	Partenaires	Montant indicatif des ressources
			<i>Cible</i> : 60 000 armes supplémentaires détruites <i>Référence</i> : 36 000 tonnes de munitions détruites <i>Cible</i> : 14 000 tonnes de munitions supplémentaires détruites	–Ministères de la santé, partenaires de la société civile, services médicaux	
VIH/sida	4.3 Le Gouvernement et la société civile mettent en œuvre efficacement des programmes de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose et pour l'atténuation de leurs effets.	4.3 Les gouvernements de l'État et des entités ainsi que les OSC possèdent les connaissances techniques nécessaires pour coordonner et mettre en œuvre sous un angle participatif des stratégies et normes nationales relatives au VIH/sida et à la tuberculose fondées sur les faits.	<i>Indicateur</i> : Nombre de centres médicaux et d'OSC fournissant des services de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose <i>Référence</i> : 33 centres médicaux et de soutien psychologique, 9 OSC <i>Cible</i> : 60 centres, 18 OSC	–Donateur : Fonds pour l'environnement mondial	